

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 06/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)

29 rue Jules Uhry
60160 Thiverny

Références : IC-R/351/25-YY/MC
Code AIOT : 0005101361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) implanté Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)
- Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire
- Code AIOT : 0005101361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE à Montataire est spécialisée dans la fabrication de peintures de grandes marques (ASTRAL, LEVIS, SIKKENS, TRIMETAL, VALENTINE, etc.). Les peintures sont destinées à l'utilisation grand public et bâtiment. Celle-ci consiste à mélanger divers composés pour fabriquer des peintures en phase aqueuse. Les produits fabriqués sur le site sont vendus soit directement par AKZO NOBEL via ses différents points de vente soit aux professionnels du bâtiment, aux établissements de bricolage et aux artisans.

Les activités du site sont encadrées par plusieurs actes administratifs dont notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et revêtement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PAC 2025 (1er partie : risque chronique)	Lettre du 20/06/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	PAC 2025 (2e partie : risques accidentel et naturel)	Lettre du 20/06/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Entretien et moyen d'intervention	AP Complémentaire du 20/09/2018, article 8.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence des non-conformités nécessitant de mettre en demeure l'exploitant.

Cependant, dans le cadre de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de :

- de compléter son dossier de porter à connaissance portant sur l'évolution de son site de Montataire ;

- remédier à la fuite d'eau observée sur un des compteurs du site de Montataire ;
- de transmettre des justificatifs concernant certains moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PAC 2025 (1er partie : risque chronique)

Référence réglementaire : Lettre du 20/06/2025
Thème(s) : Situation administrative, Proje de modification en 2 phases : Phase 1 2025/2026 et Phase 2 2026/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dossier de porter à connaissance portant sur les modifications du site transmis par courrier le 20 juin 2025 et reçu le 26 juin 2025 à l'unité départementale de la DREAL Hauts-de-France.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Description du projet</u></p> <p>On note une contradiction entre les informations suivantes :</p> <p>Le dossier de porter à connaissance (PAC) des modifications apportées précise que, à la page 38, la modification consiste en la délocalisation de certaines références produites à l'unité 1. Contrairement aux éléments mentionnés ci-dessus, à la page 45, il est mentionné que l'unité 2 cessera de fonctionner à la fin de l'année 2025. Une partie de la fabrication sera transférée à l'unité 1 (l'autre partie vers d'autres sites de la société AKZO.</p> <p><i>L'exploitant devra indiquer l'endroit du transfert des produits mentionnés à l'unité 1 afin de lever tout équivoque des informations portant sur l'unité 1, et permettant ainsi d'écarter toute contradiction avec les informations se rapportant à l'unité 2.</i></p> <p><u>Évolution du site suite au projet 2025/2027</u></p> <p>Les points concernant les installations répertoriées sous les rubriques ci-dessous nécessitent d'être complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4001 : l'exploitant doit être plus précis dans le cadre de l'aménagement de son site ; • 4331 : les éléments fournis sont difficilement interprétables ; • 1510 : le classement, faisant suite à évolution du site, prend en compte le bâtiment 133, et exclu le bâtiment 7, pourtant est inclus dans l'IPD formée par ces 2 bâtiments ; • 1532 : l'exploitant a utilisé une hypothèse pour déterminer le régime de classement au lieu de se fonder le volume effectif (résultant de l'aménagement du site) ; • 4510 : les éléments fournis sont difficilement interprétables ; • 2925 : la puissance de charge n'est pas précisée, l'exploitant est en attente d'un futur inventaire (en 2026) pour le faire. En outre, les installations sont classées sous le régime de

- la déclaration sans aucune mention de la puissance de charge ;
- 2930 : l'exploitant doit fournir des explications de la présence du local de charge parmi les installations répertoriées sous la rubrique 2930 ;
- 2940 : la quantité mis en œuvre dans le 2 cabines « peinture électrique » du bâtiment 85 ainsi que la quantité de totale utilisée sur le site (bâtiments 85 et 149) ne sont pas mentionnées ;
- 1630 : la quantité de soude caustique à 30 % stockée dans un IBC dans la station d'épuration n'est pas exprimée en masse. La quantité totale indiquée n'a donc pas pu vérifier.

Il est demandé au pétitionnaire de fournir des éléments de réponse aux observations formulées.

Rejets atmosphériques

Suivant le PAC portant sur les futurs aménagements du site, la quantité de solvant qui sera mise en œuvre sur le site ne dépassera 2 % de la quantité des produits entrants.

Au vu de la faible quantité de solvants utilisée, l'exploitant n'a pas retenu le paramètre COV dans ses rejets canalisés.

La consommation de solvant sera de 70 tonnes par an (conditionnés en IBC). L'exploitant est donc tenu d'établir un plan de gestion des solvants (PGS).

Il est demandé à l'exploitant de préciser le type de plan de gestion des solvants qu'il devra être établi : PGS simplifié ou PGS complet. L'exploitant pourra à cet effet le guide établi par l'INERIS (https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/guide_PGS_nouvelle_version.pdf). En cas de mise en œuvre d'un PGS complet, l'exploitant doit réaliser des mesures des rejets atmosphériques canalisés de COV pour établir ce plan.

Les COV seront donc retenus dans le cadre de l'autosurveillance des rejets canalisés (avec une fréquence minimale annuelle).

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de renseigner le tableau suivant :

N° de conduit	Nom du projet	Fréquence de fonctionnement	Localisation	vitesse d'injection (m/s)	Débit (Nm ³ /h)	Hauteur (en mètre)	Diamètre (en mètre)

Rejets aqueux

Dans le cadre du projet de modification, un parking PL sera créé. Les eaux pluviales résultant de l'artificialisation des sols seront traitées par des filtres ADOPA puis infiltrées in-situ dans des noues.

Au terme du projet de modification, les eaux de process sont constituées exclusivement des eaux de lavage de l'unité 1. La nature des effluents n'est pas modifiée. Ces effluents sont pré-traités par la station d'épuration interne puis dirigés vers le réseau public raccordé à la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise (ex Communauté d'Agglomération Creilloise).

Au vu des informations mentionnées précédemment, il est demandé à l'exploitant de fournir des éléments d'appréciation permettant d'attester que :

- *la station d'épuration interne est dimensionnée pour recevoir les effluents de l'unité 1 ;*
- *la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise est assez dimensionnée pour recevoir les eaux de process du site de la société Akzo.*

Bruit

Il est demandé à l'exploitant de préciser les dispositifs envisagés pour lutter contre les bruits émis dans l'environnement.

Trafic routier

Le projet de modification va générer une augmentation de trafic de 20 % sur le site de Montataire : 220 VL/j et 33 PL/j (26 PL/j et 7 camions citernes/j).

Il est demandé à l'exploitant d'examiner leur impact sur les axes routiers empruntés par ces véhicules.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Commentaire : il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments de réponse dans un délai d'un mois aux observations formulées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PAC 2025 (2e partie : risques accidentel et naturel)

Référence réglementaire : Lettre du 20/06/2025
Thème(s) : Situation administrative, Proje de modification en 2 phases : Phase 1 2025/2026 et Phase 2 2026/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dossier de porter à connaissance portant sur les modifications du site transmis par courrier le 20 juin 2025 et reçu le 26 juin 2025 à l'unité départementale de la DREAL Hauts-de-France.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Flux thermiques</u></p> <p>Les modélisations des distances des flux thermique ont été réalisées à partir du logiciel FLUMILOG, et ont concerné les bâtiments 7 et 133. Dans le cadre de la modélisation, la palette type 1510 a été retenue.</p> <p>La zone de stockage et la ligne de conditionnement du bâtiment 133 sont séparées par un mur CF2h, les 2 extrémités de la zone de stockage sont ouvertes afin de faciliter le transfert des emballages vers la zone de conditionnement. Le calcul des flux thermiques s'est limité à la zone de stockage.</p> <p><i>La zone stockage n'est pas séparée à ses 2 extrémités de la zone de stockage. Compte tenu du constat mentionné précédemment, la surface globale du bâtiment 133 doit être utilisée pour déterminer les distances des flux thermiques. Aussi, il est demandé à l'exploitant de rapporter sur un schéma :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • les parois P1, P2, P3 et P4 ; • le déport latéral , le déport latéral , la longueur de la préparation A, la longueur de la préparation B. <p><i>Les compléments des informations demandées permettront de vérifier que la totalité de la surface du bâtiment est bien prise en compte.</i></p> <p><i>Par ailleurs, il est demandé d'examiner les effets dominos sur les autres bâtiments.</i></p> <p><u>Besoin en eau et confinement</u></p> <p>Le besoin en eau pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures a été calculé suivant les recommandations du guide technique D9.</p> <p>Les besoins en eau pour les 2 bâtiments sont respectivement :</p>

- 510 m³/h pour le bâtiment 7 ;
- 210 m³/h pour le bâtiment 133.

Il est demandé à l'exploitant de comparer le volume calculé pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures à celui de la situation antérieure.

En outre, l'exploitant devra justifier la disponibilité de la ressource en eau nécessaire pour lutter contre un incendie dans le cadre de son projet.

En dernier lieu, il est demandé à l'exploitant de calculer le volume d'eau d'extinction à confiner suivant le guide D9a.

Ces éléments demandés permettront d'apprécier l'adéquation entre ce volume et les dispositifs actuel de confinement présents sur le site de Montataire.

Moyens de lutte contre l'incendie

Il est demandé à l'exploitant les moyens de lutte contre l'incendie qui seront utilisés dans la future configuration de son site.

Risque inondation

Le site de Montataire est localisé en zone bleue du Plan de Prévention des Risques Inondation Vallée du Thérain aval.

Il est demandé à l'exploitant de préciser à quel niveau de risque est exposé le site localisé en zone bleue : faible ou moyen.

De même, l'exploitant devra spécifier les mesures en adéquation avec le risque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Commentaire : il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments de réponse dans un délai d'un mois aux observations formulées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Prescription contrôlée :

L'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 est complété comme suit :

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Constats :**Visite précédente (13/02/2025) :**

L'eau utilisée sur le site de Montataire provient exclusivement du réseau d'adduction d'eau de ville.

Le réseau d'eau d'adduction du site de Montataire est équipé de 10 compteurs d'eau, dont les compteurs C8 et C10 sont montés en série. Il faut donc retenir 9 compteurs.

Seuls les compteurs C4 et C9 sont dédiés à la mesure de la consommation d'eau dédié à la production. L'inspection a observé une fuite au niveau du compteur C4.

L'exploitant a procédé à la déclaration de ses prélèvements d'eau mensuelle pour tous les mois de l'année 2024.

En dernier lieu, l'exploitant a procédé à la déclaration du volume d'eau prélevé au mois du janvier 2025 en indiquant le volume quotidien d'eau prélevé.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité. Toutefois, compte tenu de la fuite d'eau

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité. Toutefois, compte tenu de la fuite d'eau constatée au niveau du compteur C4, il a été demandé à l'exploitant d'y remédier.

Proposition : il est demandé à l'exploitant de supprimer la fuite d'eau au niveau du compteur C4.

Visite du 29 juillet 2025

L'exploitant a procédé à la télédéclaration de sa consommation d'eau journalière sur le site GIDAF de janvier 2025 à juin 2025.

L'examen de la consommation d'eau du site de Montataire a permis d'observer un dépassement de la consommation le mardi 11 février 2025.

En effet, la consommation constatée à cette date est de 317 m³, elle reste supérieure à la consommation journalière fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 août 2023. Après la visite d'inspection, l'exploitant a fourni par courriel en date du 29 juillet 2025 des explications sur le dépassement observé.

Suivant ce courriel, après vérification de la quantité de peinture produite le mardi 11 février 2025, il s'avère que le volume d'eau mentionné sur le site GIDAF à cette date est dû à une erreur d'écriture.

La fuite d'eau sur le compteur C 4 n'a pas été réparée.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'il a demandé à la société SUEZ de sécuriser le réseau afin de lui permettre d'effectuer les opérations de réparation. La sécurisation consiste à isoler le réseau de distribution d'eau relevant de la compétence de la société SUEZ.

La sécurisation du réseau doit être réalisée en collaboration avec la SNCF, parce que ladite société stocke des gravats (à l'extérieur du site) qui empêche l'accès de la bouche à clé permettant d'isoler le réseau.

En complément des actions à mettre en œuvre citées ci-dessus, l'exploitant a signalé que les outils de production du site doivent être arrêtés pendant 2 heures, en toute sécurité, pour trouver le réseau pour concerner la fuite, puis dans un second temps procéder au remplacement le débit mètre (origine de la fuite d'eau).

En dernier lieu, le pétitionnaire a indiqué que les travaux seront réalisés quand la société SUEZ aura sécurisé le réseau de distribution d'eau.

La fuite d'eau constatée au niveau du compteur C4, n'a pas été réparée. Il a été demandé à l'exploitant d'y remédier.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition</u> : il est demandé à l'exploitant de supprimer la fuite d'eau au niveau du compteur C4.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Entretien et moyen d'intervention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2018, article 8.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre et rapport de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques et ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Extincteurs</u></p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés par la société SMS le 02 décembre 2024. Le rapport de contrôle comporte des observations. L'exploitant a présenté un bon de commande relatif à la maintenance des extincteurs établi par ses soins le 28 juillet 2025 pour remédier aux observations formulées lors du contrôle du 02 décembre 2024.</p> <p><u>RIA</u></p> <p>Les RIA ont été vérifiés par la société SMS le 11 juillet 2024. Le rapport de contrôle comporte les observations suivantes :</p> <p>«- N° 107 : BAT 148 (MAGASIN DECO) : accès à dégager ; - N° 79 : BAT 148 - CELLULE 2 : lance fuyarde ; - N°72 :BAT 144 : choqué au niveau de la vanne ; - N° 64 : BAT 133 : pas de bidon émulseur ; - N° 65, 66 : BAT 133 : pas d'émulseur. - N°60 : BAT 147 : vanne départ fermée ».</p> <p>Selon l'exploitant, l'étude de danger confirme que l'émulseur n'est plus nécessaire pour le</p>

bâtiment 133.

En effet, l'instruction en cours du dossier PAC déposé le 20 juin 2025 le bâtiment 133 sera aménagé en une zone de conditionnement de peinture et une zone de stockage. Le bâtiment est classé sous la rubrique 1510 (enregistrement). En outre, suite à l'évolution des activités du site de Montataire, le volume global de liquides inflammables (catégories 2 et 3) présents sur l'ensemble du site est inférieur au seuil de classement.

Le site n'est plus non plus SEVESO seuil bas.

De même, l'exploitant a indiqué que les vannes ont été fermées ponctuellement sur le réseau d'eau en vue d'effectuer la réhabilitation du bâtiment 147.

Poteaux incendie

Le contrôle des débits des poteaux incendies présents sur le site a été effectué le 12 juillet 2024 par la société SMS.

Des mesures individuelles des débits des poteaux ont été mesurés à 1 bar. Tous les débits sont supérieurs à 60 m³ /h.

Toutefois, le rapport comporte des non-conformités portant sur la vérification des vannes enterrées des PI n°s 2 (vanne non trouvée), 3 (vanne non trouvée), 4 (vanne non trouvée), 5 (vanne non trouvée), 7 (vanne non trouvée), 8 (vanne non trouvée), 9 (accès vanne bouché), 11 (vanne non trouvée), 12 (accès vanne bouché), 14 (vanne non trouvée), 17 (accès vanne bouché), 19 (vanne non trouvée).

Par ailleurs, la société SMS a procédé à des mesures de débits en simultané des poteaux n°s 10 et 11. Cependant seul le débit du PI n° 11 figure sur le rapport de contrôle.

Sprinkler

Le contrôle annuel comme le contrôle triennal ont été réalisés par la société SMS le 21 mai 2025. Le rapport de contrôle annuel et triennal précise que :

- les vannes de vidange DN 50 des postes 1, 5, 8, 9 et 12 ne sont pas étanches ;

- les robinets d'essai DN 15 sont non-conformes ;
- le poste 15 est hors service (condamné) ;
- l'affichage de température de la pièce du local sprinkler sur le tableau d'alarmes est hors service.

L'exploitant a présenté une facture établie par DALKIA le 11 octobre 2024 faisant suite aux travaux d'entretien des vannes de vidange.

Le poste n° 15 alimente l'unité 3 qui a été démantelée. Ce poste a donc été condamné.

L'exploitation précise que l'absence de l'affichage de température du local sprinkler ne met pas en échec le fonctionnement des sprinklers.

Groupes Motopompes

Les 2 groupes motopompes ont été contrôlés par la société SMS le 12 mai 2024. Les 2 rapports de contrôle comportent les mêmes observations reprises ci-après :

- « - *liquide de refroidissement à remplacer ;*
- *filtre a air à remplacer ;*
- *batterie à remplacer ».*

Un devis a été établi le 06 juin 2025 par la société DALKIA en vue d'apporter des actions correctives aux observations formulées lors du contrôle du 12 mai 2024.

Un bon de commande a été établi par l'exploitant afin de réaliser les travaux mentionnés dans le devis cité ci-dessus.

Les contrôles mentionnés infra ainsi que les observations éventuelles sont enregistrés dans le registre de sécurité disponible au poste de garde.

Afin d'établir si les installations sont exploitées en respect des prescriptions, il est demandé à l'exploitant de :

- réaliser les mesures de débits en simultané et d'indiquer les valeurs des débits obtenues ;
- transmettre les justificatifs permettant d'attester l'exécution des travaux mentionnés sur les bons de commande concernant les extincteurs et les 2 groupes motopompes ;

- remédier aux observations portant sur les robinets d'essai des postes n°1, 5, 8, 9 et 12 (sprinkler) ;
- remédier aux observations formulées sur les RIA n°s 105 (bâtiment 148 - magasin deco), 79 (bâtiment 148 - cellule 2) et 72 (bâtiment 144).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois les justificatifs permettant d'attester l'effectivité des actions demandées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois